

Tunisie :

## Tahar Ben Lakhdar ou l'universitaire militant tunisien

Par [Amel Djait](#)

Dans les couloirs de l'université «ESPRIT», la moyenne d'âge atteint difficilement 25 ans. Dans l'enceinte d'un bâtiment flambant neuf, inauguré il y a à peine quelques mois, se meut la silhouette d'un septuagénaire à la forme physique surprenante. Il gravit les nombreux escaliers du bâtiment d'un pas accéléré et court d'une réunion à l'autre avec entrain. Sous son allure d'étudiant, Tahar Ben Lakhdar est un retraité heureux.

Retraité, dites-vous ! *«Je suis un soixante-huitard, mal fagoté et rempli d'ambitions pour cette Tunisie que j'aime. C'est grâce à l'école que j'ai quitté ma montagne de Makthar et que ce sont ouvertes grandes devant moi les portes du savoir. Je ne sais pas être autre chose qu'un militant universitaire»*. Tout est dit, ou presque, par celui qui a été le fondateur d'un bon nombre d'institutions universitaires telles que l'Institut préparatoire de Nabeul, l'Institut supérieur de technologies de Nabeul, ou l'Ecole supérieure des postes et télécommunication de Tunis -devenue Sup'Com aujourd'hui....

Résumant plus de 40 ans de bons et loyaux services à la formation et à l'éducation nationale tunisienne, Taher Ben Lakhdar (TBL) ne peut s'empêcher de clamer que des efforts incroyables ont été fournis au lendemain de l'indépendance pour construire l'école de l'avenir pour le pays. D'ailleurs, la Tunisie moderne n'en est-elle pas un pur produit ? Il est indéniable que les pays qui investissent plus de 21% du budget de l'Etat dans ce secteur sont rares. TBL surenchère : *«Nous avons vraiment fait des miracles avec des moyens très limités. Nous sommes un petit pays qui a beaucoup investi dans l'éducation. Même les pays les plus riches du monde n'ont pas démontré une politique aussi volontariste et acharnée à parier sur leurs ressources humaines»*.

La formule marche et l'éducation est incontestablement un acquis considérable pour la Tunisie. Cependant, la formation n'échappe pas à la massification. La quantité se développe au détriment de la qualité.

Aujourd'hui, le chômage des diplômés pose de sérieux problèmes. Ce segment de la société devient un véritable souci pour l'Etat tunisien, tout en restant son plus bel atout. Cela crée un malaise chez une jeunesse sans perspectives d'avenir, à qui l'on hurle qu'ils sont surdiplômés et sous-qualifiés. L'Etat fait justement de ce défi majeur un dossier prioritaire.

De fait, réussir la quantité et rattraper la qualité sont les principaux obstacles que l'Université tunisienne se doit de relever à l'avenir. C'est précisément à partir de ce constat que Tahar Ben Lakhdar décide d'agir. Il entreprend de lancer une université pleine «d'esprit», dont la qualité est le principal leitmotiv et l'ingénierie et les nouvelles technologies sont l'univers.

Voilà donc qu'il s'entoure de plus d'une soixantaine d'universitaires et d'ingénieurs qui deviennent alors des actionnaires. Le projet repose sur un réseau d'experts tunisiens expatriés qui a la lourde tâche d'internationaliser le projet. S'appuyant sur un noyau de références et soucieux de garantir tous les ingrédients de succès à l'Ecole Supérieure Privée d'Ingénierie et de Technologies (Esprit), il ne lui reste plus qu'à s'entourer des entreprises concernées par ces nouveaux métiers.

Au total, une vingtaine d'entreprises innovantes et pas des moindres adhèrent au projet : GlobalNet, SSS, Telecom, TelNet, Matech, Equinoxes... faisant d'elles des partenaires, mais aussi et surtout des futurs employeurs pour ces jeunes diplômés.

Il ne restait plus qu'à trouver de l'argent. Avec les financements des principaux «capitains-richeurs» de la place et la force de frappe de Tuninvest Finance Group, TITF et Tunisie Leasing, la boucle est bouclée. Ces derniers mesurent la portée du projet. Il est une carte pour l'avenir. Un avenir qui ne peut être que radieux, car il accompagne la volonté de l'Etat de faire de la Tunisie un pays phare en termes de nouvelles technologies. Le secteur devant jouer un rôle majeur au niveau de l'économie nationale tunisienne, à l'horizon de 2020.

TBL précise justement que *«l'ambition de notre pays est de devenir un acteur régional et international reconnu dans le cadre du développement de l'économie de l'immatériel et de la connaissance. Ce domaine est le moteur de la croissance de demain. Il est impératif de prendre part à la révolution mondiale de l'industrie des services»*. Le projet repose sur une équipe solide, certes, mais opère aussi dans un secteur d'avenir : les TIC.

Ces derniers sont au cœur de l'univers moderne et constituent une véritable source de changements et d'enjeux multiples. L'influence des TIC dans le monde augmente de jour en jour et l'université Esprit se place au cœur de la modernité. Elle s'y positionne judicieusement, ne reculant devant rien pour anticiper les demandes et développer les expertises. *«A ce jour, nous n'avons versé aucun dividende à aucun de nos actionnaires. C'est presque une université privée à but non lucratif où nous exerçons notre citoyenneté. Le projet est porté par une volonté commune de construire l'avenir»*, résume Ben Lakhdar.

### Les Tic au cœur de l'innovation et de l'avenir

Le chef de file d'Esprit est conscient que désormais le marché de l'emploi est un marché unique dans le monde. Pour lui, il s'agit de s'approvisionner en les meilleurs atouts et compétences pour affronter la mondialisation. La recherche ne connaît ni les frontières

ni les nationalités. En chercheur qu'il est, TBL en sait suffisamment sur le sujet pour affirmer que : *«s'il y a un domaine où l'on est jamais autosuffisant, c'est bien dans celui de la Science. S'ouvrir sur l'autre est une règle d'or pour être au diapason des grandes civilisations et de la modernité»*. Convaincu que *«la qualité n'est pas un discours mais bel et bien un comportement»*, il s'évertue à appliquer le théorème au quotidien. Son modèle repose sur l'essentiel, à savoir le métier. Son approche s'inspire de l'école américaine et allemande. Elle a fait ses preuves en Asie du Sud-est.

Faire en sorte que la formation réponde aux besoins du marché de l'emploi est une option, que certains contestent. L'instrumentalisation de l'école au service du monde du travail dérange.

Pour certains, c'est un réel danger. Pour d'autres, c'est une option complètement revendiquée. Aujourd'hui, une formation réussie répond incontestablement aux exigences de la modernité. Entre faire de l'université un pourvoyeur de diplômés «clés en main» pour l'univers du travail et se cantonner à une formation passéiste et décalée, il y a un équilibre à trouver. Serait-ce aussi à l'entreprise d'y mettre du sien, pour mettre les jeunes diplômés à ses propres standards. Le débat reste ouvert.

Pour le moment, il est clair que dans nos cursus scolaires et universitaires, il est de plus en plus rare que l'épanouissement personnel, le plaisir d'apprendre et le développement de l'esprit critique soient un objectif. Dans nos formations, les études sont trop théoriques. Les langues et la culture générale sont des handicaps qui pèsent lourds pour un étudiant qui se doit d'affronter le recrutement et l'entreprise.

Dans l'univers plus spécifique de TBL, les entreprises se plaignent de difficultés de la communication, de l'insuffisance de la formation économique et de gestion et d'une formation pas assez opérationnelle sur le terrain. Pour y répondre, précise TBL, son université *«parie sur la créativité, l'approche par compétences et l'apprentissage de métiers. Nous travaillons sur des projets réels et concrets. L'oral et les langues sont au cœur même de notre formation. Le tout étant de répondre aux besoins évolutifs dans des domaines de spécialisations pointus parfaitement certifiés et internationalement reconnus»*. Chez Esprit, les ingénieurs en herbe sont entourés d'enseignants résidents et travaillent nuit et jour. Les jeunes diplômés sont recrutés au terme de leur cursus universitaire.

Bien qu'il soit vrai que l'ingénierie échappe à la massification, le système de formation d'Esprit a pour double objectif *«de contribuer à la formation d'ingénieurs opérationnels qui font défaut au tissu économique et d'accompagner les mutations technologiques des entreprises par une activité de recherche de développement et d'innovation»*. C'est là que réside le secret. Dans les couloirs de l'université, les étrangers représentent déjà, ou seulement, 15% du nombre total des étudiants. Les femmes commencent aussi à investir cet univers -jusqu'à réservé aux hommes- et représentent désormais 35% du total des effectifs.

L'objectif d'une Université qui s'outille à «diplômer» des étudiants de 2010, 2020 ou 2030 ne doit-il pas se composer de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être ? Ne doit-il pas justement répondre aux attentes de la société et des entreprises pour des expertises et des produits de la recherche qui pourraient être exportés et valorisés ? TBL et Esprit proposent des réponses. Ils sont dans l'œil du cyclone et tentent de répondre aux insuffisances dans les formations d'ingénieurs aussi bien en quantité qu'en qualité. A l'aube de 2011, le marché tunisien aurait besoin de 7.000 ingénieurs par an, contre 2.000 ingénieurs en 2003.

Le défi de la qualité est énorme. Celui de répondre à la quantité n'en est pas moins important.

A vrai dire, il est gigantesque. Des études affirment que la Tunisie aura, dès 2011, à répondre à près de 500.000 étudiants qui seront en position de demande de formations. (Contre 100.000 en 1996 et 300.000 en 2003).

La volonté des pouvoirs publics d'associer le secteur privé à la solution du problème ou d'une de ses parties est en marche. Une loi de l'enseignement supérieur privé est parue en 2000 et modifiée en 2008. Elle constitue désormais le cadre politique et juridique de ce gros chantier.

Tahar Ben Lakhdar insiste bien qu'il n'est nullement question de se détourner de l'école publique et précise que *«l'école est un formidable ascenseur social, où la méritocratie est le seul moteur et unité de valeur. Aujourd'hui, il s'agit de monter en qualité. L'école peut être considérée comme l'un des meilleurs relais disponibles. C'est la meilleure des transmissions, la plus directe et la plus prometteuse. La science n'est pas objet de commerce»*.

Les diplômés privés sont reconnus par l'État. Les établissements agréés sont placés sous la «tutelle» du ministère de l'Enseignement supérieur, qui est d'ailleurs représenté dans leurs conseils scientifiques. Il veille sur la pertinence des formations, la qualification des enseignants et le sérieux des examens. Considéré comme une composante du système universitaire tunisien, le privé peut se déployer dans le quantitatif.

TBL l'a saisi. L'université Esprit colle à ce besoin. Elle adhère donc aux besoins de formation de la nouvelle économie du savoir. La démographie du pays ne peut que lui prévoir de beaux jours devant elle.

Au bout de 6 ans d'existence, TBL se félicite du bouillonnement créé autour de sa faculté. Une société des anciens d'Esprit est en train de s'y créer. Les parents contraints de déboursier autour de 20 mille dinars pour la formation de leurs enfants seraient ravis. Esprit affiche 0% de taux de chômage.